

# **PERSPECTIVES DE L'ECONOMIE MALGACHE A L'HORIZON 2001**

## **La croissance durable est-elle possible ?**

**RAZAFINDRAKOTO Mireille  
ROUBAUD François**

*Madagascar a connu au cours des deux dernières années une régression continue de son PIB par tête. Avec le retour de la croissance, l'année 1997 sera-t-elle stigmatisée, à l'instar des années 1980 ou 1989, comme une période d'embellie passagère dans un contexte inexorable de récession? Ou marquera-t-elle enfin le début d'une véritable relance de l'économie qui s'inscrira dans la durée? Partant des contraintes et des éléments moteurs qui peuvent être dégagés de la trajectoire récente de l'économie malgache, les perspectives macro-économiques à l'horizon 2001 ont été dressées à partir du modèle Prestomad.*

*Les résultats confirment la possibilité pour le pays de consolider le processus de relance en cours. Trois facteurs clefs conditionnent toutefois la réalisation de ces projections. En premier lieu, la maîtrise des prix, qui risque de s'avérer difficile dans un contexte d'accroissement de l'activité économique, constitue une contrainte impérative de la durabilité de la reprise. En second lieu, l'affermissement de la crédibilité de la politique économique du pays, par la constance sur le long terme des orientations choisies et par la mise en oeuvre effective des réformes structurelles prévues, s'impose pour inciter les investissements privés. En troisième lieu, la bonne gestion des conflits sociaux concernant la répartition des fruits de la croissance est nécessaire. Seule l'adhésion de la population au processus en cours et à l'idée que l'amélioration significative des niveaux de vie ne peut s'inscrire que sur le long terme peut permettre d'éviter que les tensions sociales ne dégénèrent et nuisent à la dynamique en marche. Dans ces conditions, la transparence est de rigueur, et les mécanismes institutionnels de concertation entre partenaires sociaux doivent être rapidement mis en place.*

Mireille RAZAFINDRAKOTO et François ROUBAUD sont économistes à l'ORSTOM, ils travaillent dans le cadre du projet MADIO

---

**Economie  
de Madagascar**  
N°3  
Octobre 1998

---

Perspectives de  
l'économie malgache à  
l'horizon 2001

---

Mireille RAZAFINDRAKOTO  
François ROUBAUD

---

29

**M**adagascar a connu au cours des deux dernières années une régression continue de son PIB par tête. Avec le retour de la croissance en 1997, l'économie malgache tourne-t-elle enfin le dos à la tendance récessive du passé pour s'engager sur une trajectoire ascendante? Si les résultats de l'année 1997 et du début de l'année 1998 semblent être encourageantes, ils restent fragiles. Les véritables acquis sont encore limités en regard du chemin à parcourir. La persistance de déséquilibres structurels importants ne permet pas de trancher entre le doute et l'optimisme. Ainsi, afin d'apporter un éclairage sur la situation actuelle du pays, nous avons cherché à dresser les perspectives macro-économiques de Madagascar à l'horizon 2001. Les hypothèses de projections considérées partent des contraintes et des éléments moteurs qui peuvent être dégagés de la trajectoire récente de l'économie.

Les projections macro-économiques et financières pour 1998-2001 ont été réalisées à partir du modèle Prestomad (RAZAFINDRAKOTO, ROUBAUD, 1996). Dans un premier temps, nous exposerons les principales hypothèses de projection, puis nous présenterons les résultats du compte central. Enfin, nous procéderons à quelques simulations de politique économique ou d'environnement international.

Il convient cependant de rappeler le caractère hautement hasardeux de chercher à décrire la trajectoire future d'un pays comme Madagascar. D'une part, les lacunes béantes du système d'informations économiques grèvent aussi bien la connaissance de l'état réel de la situation de départ, que la compréhension du comportement des agents (investissement, exportation, formation des prix, etc.). D'autre part, le modèle utilisé prend peu en compte les effets d'offre, dont on peut présager qu'ils seront particulièrement importants au cours des années à venir, compte tenu de l'imposant programme de réformes structurelles prévu (privatisation, libéralisation etc.). Enfin, les hypothèses sur l'environnement interne ne sont en rien garanties (essentiellement concernant l'investissement privé, et la production agricole). Si elles sont relativement optimistes, elles ne sont pas pour autant irréalistes. C'est pourquoi, il est préférable de qualifier l'exercice auquel nous nous livrons de projections conditionnelles plutôt que de véritables prévisions.

## **Les hypothèses de projection**

L'exercice de projection porte sur les années 1998-2001. Elle se base sur un certain nombre d'éléments d'informations prévisionnelles pour l'année 1998, notamment la Loi des Finances. Pour les autres années, des projections

établies par différentes institutions ont été prises en compte. Elles concernent la production agricole (FAO), les exportations traditionnelles (Banque Centrale), l'OGT (Trésor), les taux de change et les prix internationaux (FMI à partir de WEO). Pour l'année 2001, nous avons supposé le maintien des tendances prévues.

### . Les finances publiques

Les recettes fiscales étant calculées de manière endogène dans Prestomad, les hypothèses ne concernent que les dépenses. En 1998, nous avons considéré les dépenses prévues par la Loi des Finances. Elles marquent une forte montée des investissements publics en valeur (+39,5%). Elle résulterait d'un flux important de financements extérieurs suite à la conclusion des accords avec les différents bailleurs de fonds. Les dépenses de fonctionnement et de personnel devraient quant à elles enregistrer une croissance en valeur de l'ordre de 17%. Pour les années suivantes, le rythme des dépenses publiques devrait connaître un net ralentissement, avec une quasi-stagnation du niveau des investissements (après un recul en valeur en 1999) et des dépenses de fonctionnement.

**Tableau 7**  
**Les principales hypothèses de dépenses publiques**

% de variation en Fmg courants	1997	1998	1999	2000	2001
<b>Personnel</b>	30,9	16,9	34,2	26,2	5
<b>Fonctionnement</b>	46,0	16,5	4,0	5,1	5
<b>Investissement</b>	-1,2	39,5	-5,7	4,6	5

**Sources** : 1997 pour mémoire, Loi des Finances 1998, 1999-2000 : projection de l'OGT (Trésor), nos propres calculs.

Les dépenses de personnel devraient en revanche augmenter fortement (+34% en 1999 ; +26% en 2000). Cette évolution résulterait de la combinaison d'une hausse des salaires publics de l'ordre de 15% (en continuité avec les mesures prévues pour 1998) et d'un accroissement de l'effectif des fonctionnaires (15% de 1998 à 1999 ; 10% de 1999 à 2000). Pour l'année 2001, on suppose un maintien des dépenses en volume (soit une hausse de 5% en valeur, en prévoyant une évolution des prix du même ordre).

### . Le contexte intérieur

Du côté de la production agricole, le volume de paddy et celui des autres cultures vivrières devraient enregistrer une baisse en 1998, notamment suite au phénomène El Nino et à l'invasion acridienne (resp. -1,9% et -5% selon les prévisions du Ministère de l'Agriculture et de la FAO). Un effet de rattrapage, auquel devrait s'ajouter les premiers impacts des efforts de

réhabilitation (entrepris avec l'appui des bailleurs de fonds) permettrait une remontée de la production (+9,6% pour le riz ; +3% pour les autres cultures vivrières). Par la suite, on considère une hypothèse de maintien de la consommation par tête, à taux d'importation constant (soit une croissance de +3%). Les prix aux producteurs augmenteraient de 5% par an <sup>(1)</sup>.

**Tableau 8**  
**Les principales hypothèses sur le contexte intérieur**

% de variation	1997	1998	1999	2000	2001
<b>Secteur agricole</b>					
-Riz (production / prix au producteur)	2,3 / 0	-1,9 / 5,0	9,6 / 5,0	3,0 / 4,8	3,0 / 4,8
-Vivrier (product*/ prix au producteur)	2,0 / 5,4	-5,0 / 5,3	3,0 / 5,2	3,0 / 4,8	3,0 / 4,8
<b>Revenu du travail marchand urbain (en nominal)</b>	<b>10</b>	<b>15,4</b>	<b>15,0</b>	<b>15,0</b>	<b>15,0</b>
<b>Investissement privé (en volume)</b>	<b>4,3</b>	<b>6,0</b>	<b>20,0</b>	<b>16,0</b>	<b>16,0</b>

**Sources** : 1997 pour mémoire, diverses sources, nos propres calculs.

Le revenu du travail privé urbain (en nominal), variable clef du modèle, devrait croître de 15,4% en 1998, selon le calendrier prévu suite aux négociations entre les syndicats représentant le patronat et les salariés du secteur privé. Les revendications actuelles pour une réévaluation du salaire minimum à 450 000 Fmg constituent un objectif intenable à court terme. Cependant, on peut supposer une hausse progressive et continue de 15% par an pour les trois prochaines années. Cette hypothèse est d'ailleurs conforme à celle prévue pour les salaires publics.

L'investissement privé est une autre variable exogène de Prestomad, qu'il est malheureusement impossible de modéliser compte tenu de la piètre qualité des données disponibles et de sa sensibilité à la réalisation de gros contrats ponctuels. Compte tenu des résultats économiques enregistrés en 1997, et en supposant une consolidation du climat de confiance, ainsi qu'un impact positif des investissements publics à moyen terme, nous avons supposé que l'investissement privé devrait connaître une tendance à la hausse. Si le démarrage peut rester timide avec une croissance de +6% en 1998, l'investissement privé devrait par la suite prendre le relais du secteur public pour enregistrer une montée en puissance. Une croissance de +20% peut être envisagée en 1999, notamment suite à la privatisation de grandes sociétés d'Etat devant entraîner des ré-injections de fonds, à la réalisation d'un certain nombre de projets de taille importante (exploitation minière, crevette, etc.),

1) Soulignons qu'à l'heure actuelle, on n'est pas en mesure d'évaluer véritablement l'ampleur de l'impact de l'invasion acridienne sur la production, et par conséquent sur les prix agricoles. Par ailleurs, une remontée de la production dès l'année 1999 constitue une hypothèse a priori très optimiste compte tenu des moyens qu'il faut mettre en oeuvre et du délai nécessaire pour résoudre ce problème. Ce point mériterait une simulation spécifique une fois que des évaluations relativement précises sur les retombées de ce phénomène sur les récoltes seront disponibles.

ainsi qu'à l'extension de la zone franche. Un rythme de croisière de +16% peut être prévu par la suite. La trajectoire ascendante du pays (avec une hausse de l'épargne intérieure), et l'existence d'un potentiel largement inexploité devraient inciter les investissements aussi bien locaux qu'étrangers (ROUBAUD, 1998).

### Encadré 6

#### La nécessaire montée en puissance du secteur privé : perspectives et contraintes

Dans cet environnement général favorable, il est clair que la montée en puissance d'un secteur privé efficace, tant national qu'étranger, est une condition essentielle du retour durable à une croissance soutenue au cours des prochaines années. Si 1998 devrait encore être une année où l'Etat, et plus particulièrement l'investissement public, contribuera de façon substantielle à la croissance, il est nécessaire que le secteur privé prenne le relais comme moteur principal du développement du pays. De ce point de vue, on peut chercher à dégager de la dynamique actuelle, les perspectives des secteurs les plus prometteurs, et à identifier les contraintes auxquelles ils sont confrontés.

Depuis quelques années, **les entreprises franches apparaissent comme le pôle de croissance le plus dynamique de l'économie malgache**. Elles se développent à grande vitesse. Créé en 1990, notamment pour attirer les capitaux étrangers, mais non exclusivement, le statut d'entreprises franches correspond à un régime d'exception, particulièrement attractif en matière de fiscalité. Sans doute insuffisant au regard des besoins de l'économie malgache, le rythme de croissance de ce secteur est beaucoup plus rapide que le reste du secteur industriel (voir encadré 2). Loin d'être saturé, le secteur des entreprises franches devrait continuer son expansion accélérée à l'avenir, aussi bien sur les créneaux déjà existants, mais aussi par une diversification plus poussée des activités (notamment avec l'apparition des services informatiques). Du point de vue de l'intégration de la filière textile, une place dans la production d'intrants locaux (tissus, etc.) est à prendre.

**Les secteurs d'exportations traditionnelles**, et plus particulièrement les produits de rente (vanille, café, girofle, litchis etc.) connaissent depuis plusieurs années de sérieuses difficultés. Une politique d'interventions publiques catastrophique (contrôle, fixation des prix, taxation, etc.) a conduit au mieux à une stagnation de ces filières, et dans certains cas à un véritable effondrement des recettes d'exportation (vanille). La levée totale de toutes les taxes à l'exportation depuis 1997 devrait permettre de lever une partie des hypothèques. Cependant, l'absence de structures privées performantes, susceptibles d'encadrer les paysans, suite au désengagement de l'Etat, limite les possibilités d'extension. Pourtant les perspectives de demande mondiale et les opportunités de gain de part de marché sont réelles, à l'instar des **exportations non traditionnelles** qui constituent autant de filières émergentes (produits halieutiques, huiles essentielles, etc.) où à investir (horticulture, maraîchage, agro-alimentaire, etc.).

Malgré la volonté affichée de mettre en place un modèle de « *croissance tirée par les exportations* », Madagascar ne pourra se développer sans **une redynamisation du marché intérieur**. Celle-ci est déjà en marche. L'amélioration enregistrée en 1997, et prévue en 1998, permet d'envisager une croissance importante des débouchés pour les entreprises. Etant donné le faible niveau de satisfaction des besoins de la population, l'ensemble des branches d'activités est concerné, au premier desquelles celles qui produisent des biens de consommation courante. Ceci concerne évidemment l'industrie, mais aussi en amont, l'agriculture. Aujourd'hui, ce secteur stagne : productivité agricole dérisoire, enclavement des régions, atomisation des producteurs. Pourtant, l'abondance des facteurs de production (terre, travail) est une condition qui permet d'envisager l'avenir avec sérénité, pour peu que l'environnement institutionnel soit clairement balisé.

---

Economie  
de Madagascar  
N°3  
Octobre 1998

---

Perspectives de  
l'économie malgache à  
l'horizon 2001

---

Mireille RAZAFINDRAKOTO  
François ROUBAUD

---

33

L'intervention massive des bailleurs de fonds dans le **secteur des infrastructures**, routières en particulier, procurera un marché supplémentaire aux entreprises du secteur, tout en générant des externalités positives pour l'ensemble de l'économie (l'agriculture en priorité).

D'autres secteurs se trouvent également en deçà de leur potentiel de croissance. Ainsi, pour accompagner le processus de développement industriel, une place importante devra être accordée aux services aux entreprises. D'un point de vue plus général, il existe à Madagascar un **segment de PME** (considéré comme le « *missing middle* » du tissu productif africain) **relativement développé**. On y trouve trois groupes d'entreprises de nature distincte : les activités traditionnellement adaptées à la PME (garage, BTP, restaurant, boulangerie, imprimerie, etc.), les activités industrielles liées aux spécialisations du pays (confection, broderie, artisanat d'art, bijouterie, cosmétique, etc.), et enfin les activités de services hautement qualifiés (étude conseil, bureautique, informatique, formation, communication, agences de voyages, etc.). Ce secteur peut compter sur une main-d'oeuvre qualifiée. C'est d'ailleurs déjà le principal pourvoyeur d'emplois pour les jeunes diplômés du supérieur.

**Il convient aussi de citer les opportunités générées par l'ambitieux programme de privatisation qui s'engage**, et qui touche de nombreux secteurs, depuis les monopoles publics traditionnels (eau, électricité, secteur pétrolier, transports aériens) jusqu'aux entreprises publiques industrielles et commerciales, en passant par les deux banques publiques. **Le secteur minier offre aussi des perspectives intéressantes**, par la conjonction de deux facteurs. D'une part, le sous-sol malgache dispose de ressources inexploitées (titane, nickel), où des conventions d'établissements avec de grandes sociétés minières internationales ont été signées, ou insuffisamment valorisées (chromite, graphite, mica quartz, pierres précieuses, or). D'autre part, les autorités du pays, appuyées par les bailleurs de fonds, ont marqué leur engagement à sécuriser de façon pérenne les investissements miniers privés, notamment à travers la révision du cadre juridico-légal avant la fin 1998, et par la publication d'une déclaration de politique minière balisant les principes fondamentaux de la réforme à entreprendre.

Enfin, **le tourisme**, encore largement sous-exploité, malgré une forte croissance cette année, **est naturellement appelé à monter en puissance**. Si l'année 1997 a été exceptionnelle sur le plan de la fréquentation, avec une croissance de l'ordre de 20%, bénéficiant de l'ouverture du ciel à de nouvelles compagnies aériennes, et de l'effet conjoncturel des jeux de la francophonie, le seuil de 100 000 touristes reste très en deçà du potentiel national, en comparaison par exemple des 500 000 touristes accueillis à Maurice. D'importants investissements en matière d'infrastructures hôtelières pour accroître la capacité d'hébergement et normaliser leurs standards doivent être entrepris dans les années qui viennent. Tout ceci suppose que l'épineuse question de l'accès à la terre soit résolu, en particulier par la publication du décret d'application de la loi concernant la question du bail emphytéotique.

## . L'environnement international

Les hypothèses en matières d'exportations primaires (4 produits sont identifiés dans le modèle : café, vanille, sucre, crevettes) correspondent à une relative stabilisation des cours et une lente remontée des volumes. Les exportations de café qui dépassaient les 40 000 t en 1996 ne devraient retrouver ce niveau qu'en 2000, après la forte baisse enregistrée en 1997 suite aux dégâts cycloniques, tandis que les prix en devises se maintiennent à un faible niveau, après l'embellie passagère de 1994/95. Pour la vanille, après une légère hausse, les prix devraient stagner à un niveau 2,7 fois inférieurs à ceux de 1995. En

termes de volumes exportés, Madagascar ne reviendrait à un niveau d'environ 1 200 tonnes par an qu'en 2000. On observe aussi une stagnation des prix pour le sucre. Les quantités exportées devraient cependant croître progressivement à partir de 1999. Il en est de même pour les crevettes qui connaîtraient parallèlement une évolution favorable en termes de prix.

**Tableau 9**  
**Les principales hypothèses sur l'environnement international**

	1997	1998	1999	2000	2001
<b>Principales exportations primaires</b>					
Café (export en 1 000 T ; prix en DTS/kg)	30,0 / 0,9	33,0 / 0,9	38,0 / 0,9	41,0 / 0,9	44,2 / 0,9
Vanille (export en 1 000 T ; prix DTS/kg)	0,8 / 13,3	0,8 / 13,5	1,0 / 13,6	1,1 / 13,6	1,2 / 13,6
Sucre (export en 1 000 T ; prix en DTS/kg)	26,0 / 0,4	26,0 / 0,4	29,9 / 0,4	31,4 / 0,4	33,0 / 0,4
Crevettes (export en 1000 T ; prix DTS/kg)	7,5 / 5,5	8,0 / 5,6	9,4 / 5,8	10,3 / 5,9	11,3 / 5,9
<b>Prix du pétrole (us\$/baril)</b>	19,22	16,47	16,99	17,11	17,32
<b>Termes de l'échange en Fmg (base 100=1990)</b>	111,4	111,9	108,3	109,2	110,3
<b>Taux de change (moyenne annuelle)</b>					
Fmg/FF	874,3	909,2	934,5	942,3	942,3
Fmg/US\$	5101,3	5405,2	5528,7	5543,4	5543,4
Tx de dépréciation (TCIEN base import)	-14,0%	-3,8%	-2,6%	-0,7%	0%

**Sources** : BCM, FMI, nos propres calculs. Les chiffres de 1997 sont donnés pour mémoire.

Après l'envolée passagère de 1996, le prix du pétrole poursuit sa décrue en 1998. Une lente remontée est prévue à partir de 1999, mais avec des niveaux qui se stabiliseraient autour de 17US\$/baril. Globalement, les hypothèses retenues conduisent à un quasi-maintien des termes de l'échange exprimés en monnaie nationale sur la période, malgré une baisse en 1999. L'inflation importée, qui résulte d'une moyenne pondérée des principaux partenaires commerciaux de Madagascar, est de l'ordre de 2%, tandis que la croissance de la demande mondiale de produits non traditionnels qui s'adresse à Madagascar est estimée à +3% pour les années à venir, en supposant une montée des exportations de la zone franche.

Pour ce scénario de base, le taux de change du franc malgache tendrait à se stabiliser. Si on prévoit une dépréciation du taux de change effectif nominal (base importations) de -4% en 1998, avec l'hypothèse de maîtrise de l'inflation, de hausse progressive des exportations et d'une croissance des importations à un rythme modéré, la parité du franc malgache devrait se maintenir autour de 940 Fmg/FF et 5540 Fmg/US\$ en l'an 2000.

## Les résultats du compte central 1998-2001 : Une accélération de la croissance

La relance amorcée en 1997 devrait se confirmer au cours des prochaines années. **La consolidation du climat de confiance** du côté des opérateurs, avec une **stabilisation** et un **assainissement de l'environnement socio-politique**, d'une part, et la **maîtrise de l'inflation** d'autre part, constituent les **principales conditions d'une accélération de la croissance économique**. Si un tel contexte se réalise, les perspectives pour les années 1998-2001 s'annoncent très favorables comparées à la stagnation-récession connue jusqu'à présent par le pays.

### . Une forte montée de la demande intérieure...

Le début de reprise connu par l'économie malgache en 1997 devrait se confirmer au cours des prochaines années. Partant de la dynamique actuelle de la consommation, ainsi que des hypothèses sur les investissements, les projections incitent à l'optimisme quant à la trajectoire économique du pays. **La croissance du PIB devrait connaître l'accélération, si longtemps attendu, pour se situer à 5,1 % en 1998, 5,9 % en 1999 et dépasser 6 % en 2000.**

Madagascar afficherait donc à partir de 1998 des niveaux de croissance jamais atteints si l'on excepte l'année de l'« *investissement à outrance* » (1979). Cette croissance non seulement devrait pouvoir s'inscrire dans la durée, mais à un rythme de plus en plus rapide. Ce décollage résulterait essentiellement d'une forte reprise de la demande intérieure. En 1998, la croissance découlerait essentiellement de la forte hausse des dépenses publiques (+27,7% pour les investissements et +14,8% pour la consommation).

Par la suite, c'est le secteur privé qui joue un rôle moteur avec la montée des investissements (+20%), mais surtout l'augmentation de la consommation privée (+6%). Avec les hausses prévues des salaires formels, l'augmentation de l'activité économique et donc l'accroissement des revenus, ainsi que la maîtrise de l'inflation, le pouvoir d'achat des ménages devrait en effet s'améliorer. Ce scénario devrait se reproduire les années suivantes avec des évolutions plus marquées pour la consommation. Les résultats favorables, induisant une hausse de l'épargne intérieure d'une part, et incitant les capitaux étrangers d'autre part, devraient permettre une croissance soutenue des investissements.

**Tableau 10**  
**Perspectives d'évolution des ressources et des emplois de biens et services**

	Taux de croissance en volume (%)					Contribution à la croissance (%)			
	1997	1998	1999	2000	2001	1998	1999	2000	2001
<b>PIB au prix du marché</b>	3,7	5,1	5,9	6,4	6,7	5,1	5,9	6,4	6,7
<b>Demande intérieure</b>	5,0	5,4	5,0	6,3	6,6	6,0	5,5	6,8	7,2
<b>Consommation</b>	5,0	4,0	5,5	6,2	6,4	4,0	5,4	6,0	6,2
Consommation privée	4,5	3,2	5,7	6,4	6,9	3,0	5,1	5,7	6,2
Conso. publique	10,0	14,8	3,5	3,7	-0,5	1,0	0,3	0,3	0,0
<b>Investissement</b>	4,8	18,1	0,8	7,1	8,0	2,0	0,1	0,8	1,0
Investissement privé	4,3	6,0	20,0	16,0	16,0	0,3	1,0	0,8	1,0
Investissement public	5,2	27,7	-11,7	-0,8	-0,4	1,7	-0,9	0,0	0,0
<b>Solde extérieur (=déficit)</b>						-0,9	+0,3	-0,4	-0,5
<b>Importations</b>	7,4	4,7	4,8	5,4	5,4	-1,4	-1,4	-1,5	-1,6
<b>Exportations</b>	0,0	2,3	8,7	5,3	5,3	0,5	1,7	1,1	1,1

**Tableau 10 (suite)**

	Taux de croissance des prix (%)				
	1997	1998	1999	2000	2001
<b>PIB au prix du marché</b>	7,5	8,1	5,1	5,9	4,7
<b>Demande intérieure</b>					
<b>Consommation</b>		8,1	6,2	5,7	4,2
Consommation privée		7,3	6,2	5,2	4,2
Conso. publique		20,9	4,4	11,0	5,1
<b>Investissement</b>		14,0	8,7	6,8	5,4
Investissement privé			7,8	6,8	5,4
Investissement public			9,3	6,8	5,4
<b>Solde extérieur (=déficit)</b>					
<b>Importations</b>		21,7	4,0	4,7	1,2
<b>Exportations</b>		22,0	10,1	1,6	2,6

Sources : Modèle Prestomad, calculs MADIO. (1997 pour mémoire : cadrage macro-économique, INSTAT).

**Economie  
de Madagascar**  
N°3  
Octobre 1998

Perspectives de  
l'économie malgache à  
l'horizon 2001

Mireille RAZAFINDRAKOTO  
François ROUBAUD

Seule ombre au bilan, les résultats du commerce extérieur sont loin d'être probants. Le solde sur les biens et services non facteurs reste négatif et le déséquilibre perdure. Si le déficit passe de 8% à 7% du PIB de 1997 à 1998, l'amélioration qui se dessine est limitée. On retrouve à peine en 2001 le niveau de 1996 (avec 5,6% du PIB). Si ce phénomène résulte de la hausse inévitable des intrants et des biens d'investissement importés, concomitante avec celle du PIB, il faut surtout souligner le faible dynamisme des exportations dont le rythme de croissance reste toujours en deçà de celui des importations (à l'exception de 1999, où l'on prévoit de bons résultats pour les exportations traditionnelles relativement à 1998). La contribution du commerce extérieur au PIB reste toujours négative.

### ... conditionnée par la maîtrise de l'inflation

Malgré une dynamisation de la demande, le processus de désinflation amorcé au cours de l'année 1997 devrait se poursuivre. Le taux d'inflation retombe ainsi à 6,2% (déflateur de la consommation privée) en 1998. Cette tendance devrait se maintenir, l'inflation devant se situer autour de 4% en 2000. Ces résultats positifs résulteraient d'une quasi-stabilisation du taux de change (avec un rythme de dépréciation limitée). Parallèlement, l'instauration d'un environnement plus concurrentiel, limitant les taux de marge commerciale devrait favoriser la maîtrise de l'inflation. Cependant, compte tenu de la hausse prévue des revenus salariaux, le surcroît de demande induit exercera une pression sur les prix. En conséquence, **la maîtrise des prix, qui est une contrainte impérative de la durabilité de la reprise**, est conditionnée par la poursuite d'une politique monétaire adéquate. Sur le fil du rasoir, les autorités monétaires auront à arbitrer entre un contrôle strict de la masse monétaire, et la nécessaire montée du crédit à l'économie, pour financer les activités productives.

### . Les finances publiques : l'ampleur de l'effort à fournir

La Loi des Finances 1998 prévoit une hausse de la pression fiscale. Des mesures spécifiques sont mises en oeuvre, notamment la consolidation du CFPE (Centre Fiscal Pilote des Entreprises), chargé du recouvrement des taxes sur les grandes entreprises, l'instauration d'un impôt synthétique (libératoire de la taxe professionnelle, de l'impôt général sur les revenus non salariaux et des taxes sur les chiffres d'affaires) qui s'applique aux personnes physiques et entreprises exerçant une activité indépendante, ainsi que l'augmentation de la taxe sur les produits pétroliers. Mais la réalisation des objectifs en termes de recettes dépend surtout de l'amélioration du taux de recouvrement. Le taux de pression fiscale devrait s'accroître de plus de 1 point de PIB relativement à 1997 pour arriver aux résultats attendus, en supposant une croissance du PIB de 5%. Dans le cas d'une croissance moindre de l'activité économique, la pression fiscale devrait augmenter encore plus fortement.

La comparaison des résultats obtenus à partir du modèle, en utilisant les taux apparents constatés en 1997, à ceux prévus par la Loi des Finances, montre l'ampleur de l'effort à fournir pour atteindre les objectifs fixés. A taux de recouvrement inchangé, les recettes fiscales seraient de 14% inférieures à celles anticipées. La pression fiscale serait même plus faible qu'en 1997 (8,8% du PIB) compte tenu du poids relatif des importations qui devraient baisser par rapport au PIB.

**Tableau 11**  
**Les finances publiques 1998-2000**

	OGT 1997 réalisation		Prévisions Loi des Finances 1998		Projections 1998 Prestomad	
	Milliards Fmg courants	en % PIB	Milliards Fmg courants	en % PIB	Milliards Fmg courants	en % PIB
<b>Recettes totales</b>	<b>2484,9</b>	<b>13,7</b>	<b>3080,4</b>	<b>14,6</b>	<b>2723,9</b>	<b>12,9</b>
<b>Recettes fiscales</b>	<b>1685,3</b>	<b>9,3</b>	<b>2180,3</b>	<b>10,3</b>	<b>1863,7</b>	<b>8,8</b>
Impôt / revenus et gains	327,1	1,8	353,5	1,7	371,4	1,8
Impôt / biens et services	369,2	2,0	587,1	2,8	420,1	2,0
Impôt / commerce international	947,6	5,2	1203,0	5,7	1025,1	4,8
Autres recettes fiscales	41,4	0,2	36,7	0,2	47,1	0,2
<b>Dépenses totales</b>	<b>2970,3</b>	<b>16,4</b>	<b>3936,2</b>	<b>18,6</b>	<b>3936,2</b>	<b>18,6</b>
dont Intérêts de la dette	209,4	1,2	400,7	1,9	400,7	1,9
<b>Solde primaire</b>	<b>-276,0</b>	<b>-1,5</b>	<b>-455,1</b>	<b>-2,2</b>	<b>-807,4</b>	<b>-3,8</b>
<b>Solde global</b>	<b>-485,4</b>	<b>-2,7</b>	<b>-855,8</b>	<b>-4,0</b>	<b>-1208,1</b>	<b>-5,7</b>

**Tableau 11 (suite)**

	Projections 1999 Prestomad		Projections 2000 Prestomad	
	Milliards Fmg courants	en % PIB	Milliards Fmg courants	en % PIB
<b>Recettes totales</b>	<b>2900,7</b>	<b>12,3</b>	<b>3136,8</b>	<b>11,8</b>
<b>Recettes fiscales</b>	<b>2069,9</b>	<b>8,8</b>	<b>2285,2</b>	<b>8,6</b>
Impôt / revenus et gains	424,5	1,8	490,5	1,8
Impôt / biens et services	467,9	2,0	528,5	2,0
Impôt / commerce international	1125,0	4,8	1206,9	4,6
Autres recettes fiscales	52,5	0,2	59,3	0,2
<b>Dépenses totales</b>	<b>4241,7</b>	<b>18,0</b>	<b>4748,5</b>	<b>17,9</b>
dont Intérêts de la dette	539,7	2,3	557,9	2,1
<b>Solde primaire</b>	<b>-793,3</b>	<b>-3,4</b>	<b>-1044,3</b>	<b>-4,0</b>
<b>Solde global</b>	<b>-1333,0</b>	<b>-5,7</b>	<b>-1602,2</b>	<b>-6,1</b>

**Sources** : OGT (mars 98), Prestomad, nos propres calculs. Les dépenses pour 1999 et 2000 sont exogènes et proviennent des projections du PIP triennal et des dépenses courantes effectuées par le Trésor et le Plan. Le PIB considéré est celui obtenu à partir de nos projections sauf pour 1997. Les projections sur les recettes ont été effectuées à partir des taux apparents constatés en 1997.

La forte montée des dépenses, aussi bien de fonctionnement que d'investissement, à laquelle s'ajoute celle des intérêts de la dette qui doublent quasiment en 1998 entraînent une détérioration des finances publiques. La Loi des Finances prévoit un déficit global de l'ordre de -4% et un déficit primaire de -2,2% du PIB, alors qu'en 1997, les résultats étaient respectivement de -2,7 et -1,5%. En l'absence d'effort sur la pression fiscale, le déficit risque même d'avoisiner -6% (une détérioration même par rapport à 1996). Avec une hausse des dépenses de l'ordre de 8% en 1999 et de 12% en l'an 2000, et malgré une croissance soutenue de l'activité économique, à taux de recouvrement inchangé, aucune résorption de ce déficit ne peut être attendue.

**Economie  
de Madagascar**  
N°3  
Octobre 1998

Perspectives de  
l'économie malgache à  
l'horizon 2001

Mireille RAZAFINDRAKOTO  
François ROUBAUD

Même si on peut espérer un impact positif de la hausse des dépenses publiques sur l'activité économique, les autorités comptant notamment sur ces dernières pour créer les conditions nécessaires pour une dynamisation du secteur privé, il faut souligner les retombées négatives d'une aggravation des déséquilibres des finances de l'Etat. Celle-ci pourrait notamment se répercuter sur le niveau de l'inflation, dont la maîtrise s'avère pourtant indispensable pour une véritable relance de l'économie. Elle pourrait également alourdir les charges de la dette et dégrader la balance courante.

Par ailleurs, l'effort prévu sur les recettes fiscales reste insuffisant, car même si un taux de l'ordre de 10% du PIB est atteint en termes de pression fiscale, ce taux est toujours largement inférieur à ceux enregistré dans les pays de niveau de développement comparable. On constate d'ailleurs qu'il ne permet pas de rétablir l'équilibre des finances publiques. Il faudrait une hausse supplémentaire de la pression fiscale de plus de 5 points de PIB pour couvrir complètement les dépenses prévues. Il faut ajouter à cela le fait que le niveau actuel des dépenses publiques reste encore inférieur aux besoins. Il résulte des restrictions opérées au début des années 90 (gel des embauches, limitation des dépenses de fonctionnement et surtout d'investissement), reconduites par la suite, dans le but de ramener le déséquilibre entre les recettes et les dépenses à des proportions raisonnables.

### Encadré 7

#### Croissance et conflits de répartition : un enjeu majeur dont la solution passe par un nouveau contrat social

Plus généralement et sur moyenne période, la question de la croissance à Madagascar pose un double problème. D'une part, **l'immense majorité de la population malgache actuelle n'a jamais vécu de période durable de croissance.** Ceci est aussi vrai pour les citoyens de base, que pour les élites qui président à la destinée du pays, que ce soit la haute administration, les gouvernants ou les entrepreneurs. Or vivre dans un environnement de croissance suppose tout un ensemble d'attitudes individuelles et collectives, une mentalité spécifique pour accompagner et entretenir le processus.

En bref, cela suppose un apprentissage, qui est loin d'être naturel. Dans un autre contexte historique, celui de la révolution industrielle anglaise dans la première moitié du XIX<sup>ème</sup> siècle, P. Bairoch, spécialiste reconnu d'histoire économique, écrivait « *il faut noter que c'est la première fois dans l'histoire que les hommes commencèrent à raisonner en terme de niveau de développement à atteindre plus ou moins rapidement plutôt qu'en termes d'appropriation d'une part plus grande des richesses ; autrement dit, d'un gâteau plus gros et non plus d'une plus grosse portion de celui-ci* ». Cette réflexion s'applique remarquablement bien au cas malgache, où les comportements rentiers, en termes de part de marché (que ce soit pour le contrôle des ressources extérieures, jalousie, etc.) sont très répandus, sans doute faute d'avoir pu expérimenter autre chose.

**Le second problème est celui de l'adhésion de la société à un projet collectif dont les objectifs s'inscrivent nécessairement dans le long terme.** En effet, un calcul rapide montre que même en faisant l'hypothèse favorable d'une croissance continue de 6% l'an, ce qui constituerait déjà une rupture sans précédent avec l'histoire du pays, il faudrait attendre 23 ans, c'est à dire l'an 2020, pour atteindre le niveau de PIB par tête de 1970<sup>(2)</sup>. En d'autres termes, dans le meilleur des cas, les nouveaux nés de cette fin de siècle ne pourront prétendre qu'à retrouver une fois adulte le niveau de vie de leurs grands parents, 50 ans auparavant. Et encore, à cette date, le PIB par tête serait d'environ 450 dollars, soit un montant qui ne permettrait même pas Madagascar de se classer aujourd'hui parmi les pays à revenu intermédiaire. On imagine aisément les difficultés inhérentes à faire accepter à tout un peuple une telle perspective.

Dans un tel contexte, la mobilisation de la population, qui constitue une condition nécessaire à la réussite du processus de transition en cours, est un enjeu majeur. Aussi et paradoxalement, **la croissance projetée des années à venir risque-t-elle de réveiller des conflits sociaux, qui mal gérés, pourrait la remettre en question.** Les mouvements de revendication du début de l'année 1998 (fonctionnaires, étudiants, salariés des entreprises franches) sont symptomatiques de ce phénomène. L'embellie réelle enregistrée en 1997, qui a aussi profité à ces catégories de travailleurs, a conduit à cristalliser les attentes non pas sur des taux de croissance, mais sur des niveaux de pouvoir d'achat ; d'où la mobilisation pour un quasi quadruplement des salaires<sup>(3)</sup>. En effet, une augmentation de 10% des salaires réels, qui à l'aune de l'histoire récente des pays développés ne pourrait être jugée qu'exceptionnelle, correspond à un gain équivalent à 6 kilos de riz supplémentaires par mois, au niveau de prix actuels ; soit une amélioration incapable de satisfaire les revendications légitimes de la population, en termes de niveau de vie et de bien-être. Ainsi, on peut penser que la croissance, si elle est au rendez-vous, sera synonyme d'une multiplication des conflits de répartition, induisant un climat de tensions et d'incertitudes. A ces raisons structurelles, devraient s'ajouter des sources potentielles de conflits salariaux plus ponctuels, liées notamment aux programmes de privatisations et de réforme de la fonction publique en cours.

La conjonction de ces éléments va inévitablement engendrer de sévères pressions sur les prix intérieurs dans les années à venir. D'ailleurs, celles-ci sont déjà à l'oeuvre depuis le début de l'année 1998. Plus généralement, la solution qui consisterait à régler les conflits de répartition par une reprise de l'inflation ne pourrait être qu'une fuite en avant vouée à l'échec. A titre d'exemple, les épisodes d'hyperinflation qu'ont connu nombre de pays d'Amérique Latine au cours des années 80 sont largement imputables à cette dynamique perverse. Aussi, la maîtrise des prix sera sans doute la variable stratégique sur laquelle se jouera la réussite du processus de transition.

Dans ces conditions, la pérennité du chemin de croissance sera suspendue à la mise en place d'une véritable politique de gestion des conflits, actuellement insuffisamment développée. En dehors de l'instauration de procédures institutionnelles de concertation favorisant le dialogue social, on peut suggérer deux pistes additionnelles pour obtenir la participation effective de la population à la stratégie économique. D'une part, **une action allant dans le sens de la réduction des inégalités de revenus**, aujourd'hui particulièrement accusée (au sein de la hiérarchie salariale, mais aussi et surtout entre les différentes sources de revenus : du travail et du capital, mobilier et immobilier) semble nécessaire.

---

2) Au taux de croissance affiché en 1997 (3,7%), il faudrait attendre 80 ans (sans tenir compte du phénomène de transition démographique).

3) Ces mouvements de grèves ont convergé (au moins pour les fonctionnaires et les salariés des zones franches) pour revendiquer l'instauration d'un salaire minimum à 450 000 Fmg par mois dans le public et le privé, alors que celui-ci était de 123 000 Fmg dans le secteur privé et de 194 000 Fmg dans le secteur public. Des calculs simples montrent l'aspect totalement irréaliste de cette revendication. A titre d'exemple, une telle mesure porterait la masse salariale des entreprises franches à deux fois la valeur ajoutée effectivement réalisée.

Si la théorie économique n'a toujours pas tranché sur la nature et le sens du lien strictement économique entre répartition des revenus et croissance, il est clair que pour des raisons politiques, la trop grande disparité de revenus a des conséquences néfastes sur la croissance, comme l'ont montré les deux ruptures majeures de 1972 et 1991. De l'autre, **une action d'envergure doit être entreprise contre la corruption**, une pratique généralisée de nos jours. L'impunité dont jouissent ceux qui s'y adonnent, le manque de moyens légaux pour engager et faire aboutir les poursuites, l'absence de volonté affirmée du gouvernement pour s'engager dans cette voie, ont un impact particulièrement démobilisateur sur la population.

Ces deux mesures ne manqueront pas de provoquer une résistance acharnée de la part de ceux qui profitent du système actuel. Cependant, outre leur impact positif sur l'économie, elles ne manqueront pas de susciter l'adhésion populaire, et de ce fait politiquement porteuse. Ce n'est finalement qu'à ce prix, que la définition d'un véritable contrat social entre gouvernants et gouvernés pourra renverser le discrédit actuel concernant des discours incantatoires sur la « bonne gouvernance », la transparence et l'Etat de droit.

## Les Variantes

Economie  
de Madagascar  
N°3  
Octobre 1998

### . Une reprise de l'inflation bloquerait la croissance

Le scénario décrit dans le compte central suppose une poursuite du processus de désinflation au cours des prochaines années. Or **la hausse prévue des salaires, et la montée de l'activité économique, avec l'augmentation de la demande, risquent de rendre difficile la maîtrise des prix**. Nous avons ainsi testé l'impact d'une reprise de l'inflation sur le niveau de la croissance.

Les résultats de la variante montrent à quel point la relance économique est conditionnée par la maîtrise des prix. Une dérive du taux d'inflation de 3 points en 1998 réduirait de 3,4 points la croissance du PIB. **En l'absence d'une politique adéquate pour juguler l'inflation, on ne peut espérer aucune accélération de la croissance pour les trois années qui suivent, celle-ci stagnerait en effet entre 2% et 3%**. Cette sensibilité de l'économie par rapport à l'évolution des prix découle du poids de la demande intérieure, et notamment de la consommation privée dans le PIB. Une montée des prix annulerait les augmentations des revenus en nominal et ne permettrait aucune amélioration sensible du pouvoir d'achat des ménages. On assisterait ainsi à une stagnation de la consommation. Si le niveau plus faible de la demande permet une baisse des importations et donc une amélioration du solde extérieur, en revanche, cette moindre évolution de l'activité économique influe négativement sur les rentrées fiscales et par conséquent sur le déficit public qui se détériore.

Perspectives de  
l'économie malgache à  
l'horizon 2001

Mireille RAZAFINDRAKOTO  
François ROUBAUD

**Tableau 12**  
**Résultats de la variante reprise de l'inflation**

Principaux Agrégats	1998	1999	2000	2001
<b>PIB</b> (en volume, en points de %)	-3,4	-2,5	-3,4	-4,5
<b>Conso. privée</b> (en volume, en pts de %)	-5,3	-4,1	-5,5	-7,2
<b>Déflateur du PIB</b> (en points de %)	+3,1	+2,1	+2,6	+3,1
<b>Solde extérieur</b> (en milliards de Fmg courant)	+298,0	+562,8	+924,9	+1408,2
<b>Solde public</b> (en milliards de Fmg courant)	-55,9	-107,7	-183,0	-290,6
<b>Solde public</b> (en points de % du PIB)	-0,3	-0,5	-0,7	-1,0

**Source** : Prestomad, nos propres calculs. Les résultats sont présentés en écart par rapport au compte central.

### **. Variante sur les finances publiques : une hausse des salaires publics conditionnée par une montée de la pression fiscale**

Compte tenu des revendications actuelles pour une augmentation du SMIG à 450 000 Fmg, niveau estimé nécessaire pour assurer un minimum vital, nous avons testé dans un premier temps l'impact d'une hausse progressive des salaires publics afin d'atteindre un tel objectif en 2001. Sachant que les évolutions dans le secteur public jouent globalement un rôle directeur pour la détermination des rémunérations dans le privé, nous avons considéré l'hypothèse d'un accroissement des salaires (privés et publics) en nominal de 20% en 1999, de 25% en 2000 et de 30% en 2001 (au lieu respectivement de 16%, 15% et 5% dans le compte central). Ces augmentations ont un effet bénéfique sur la consommation des ménages, et par conséquent sur la croissance.

**Economie  
de Madagascar**  
N°3  
Octobre 1998

Perspectives de  
l'économie malgache à  
l'horizon 2001

Mireille RAZAFINDRAKOT  
François ROUBAUD

43

#### **Encadré 8** **L'enjeu central de la maîtrise des prix**

L'analyse aussi bien du passé récent que des projections effectuées à partir du modèle Prestomad montre clairement que la maîtrise de l'inflation est une condition sine qua non de la reprise de la croissance. Il a déjà été noté que la désinflation non anticipée, enregistrée en 1997, a été largement responsable de la croissance obtenue l'année dernière. La performance en matière de prix a été d'autant plus inattendue que de nombreux facteurs auraient dû provoquer des tensions haussières sur les prix : hausse des salaires nominaux (publics et privés), augmentation de la pression fiscale (inflation par les coûts), dépréciation du taux de change (inflation importée), relâchement de la politique monétaire (inflation monétaire), augmentation de la demande (ajustement par le marché).

Or rien ne permet de prédire que cette désinflation sera durable, dans la mesure où les mêmes facteurs vont continuer à peser sur les prix dès 1998, et pour les années qui viennent. D'autant plus, que vont s'ajouter d'autres causes d'inflation. L'invasion acridienne pourrait avoir un impact sensible sur les prix vivriers (riz, etc.), à travers les pertes de récolte dont on évalue encore mal l'ampleur.

Le coût des réformes structurelles, notamment des privatisations (dont plus de 300 milliards ont été inscrits au budget pour les deux banques publiques) est une autre source potentielle d'inflation, car ils devraient creuser le déficit public. D'ailleurs, depuis le début de cette année, le processus inflationniste donne des signes inquiétants d'accélération : l'inflation en avril 1998 dépasse la barre des 8% en glissement annuel, pour la première fois depuis le début de l'année 1997.

La maîtrise des prix est donc bien un enjeu majeur du retour durable de la croissance. Enjeu dont la solution est d'autant plus difficile à trouver que la libéralisation de l'économie interdit les mesures directes de contrôle des prix. Les autorités ne disposent en fait que de peu d'instruments de politique économique pour agir sur les prix du marché. Dans l'immédiat, seules une politique monétaire restrictive et/ou une intervention en faveur d'une modération salariale peuvent être mobilisées pour limiter la hausse des prix ; avec toute l'impopularité de ce type de mesures. Les effets structurels visant à lever la contrainte d'offre, la concurrence accrue venant s'attaquer aux situations de rente, en incitant à la réduction des taux de marge et/ou à l'accroissement de la productivité, ne pourront se faire sentir qu'à terme, à mesure que la capacité de production se renforcera.

Il faut toutefois souligner que même en supposant une politique monétaire restrictive, on assiste à une dérive des prix avec des taux d'inflation qui dépassent les 10%, atteignant même 15% en 2001. Ainsi, in fine, la hausse des salaires de 95% en nominal ne permet qu'un gain de 70% du pouvoir d'achat des ménages. Au lieu des 450 000 Fmg prévu, le SMIG n'atteindrait en 2001 que l'équivalent de 370 000 en Fmg constant de 1998. Parallèlement, la dégradation du solde extérieur et du déficit public aujourd'hui déjà problématique est intenable.

Tableau 13a

Résultats de la variante hausse des salaires

Principaux Agrégats	Hausse salaires publics et privés		
	1999	2000	2001
<b>PIB</b> (en volume, en points de %)	+0,9	+1,8	+2,7
<b>Consommation privée</b> (en volume, en pts de %)	+1,6	+3,0	+4,3
<b>Déflateur du PIB</b> (en points de %)	+2,3	+5,5	+10,0
<b>Solde extérieur</b> (en milliards de Fmg courant)	-80,0	-242,0	-491,4
<b>Solde public</b> (en milliards de Fmg courant)	-2,2	-42,9	-230,5
<b>dépenses publiques</b> (en milliards de Fmg courant)	+37,2	+172,2	+566,5
<b>Solde public</b> (en points de % du PIB)	-0,0	-0,1	-0,6
<b>pression fiscale *</b> (en % du PIB)	8,8%	8,8%	8,6%

Source : Prestomad, nos propres calculs. Les résultats sont présentés en écart par rapport au compte central, sauf pour la pression fiscale.

Un scénario plus réaliste a été envisagé, dans un second temps, tenant compte des objectifs fixés par les autorités de faire dépendre la hausse des salaires de l'effort fiscal, l'augmentation des dépenses en personnel devant être équivalente à la moitié des recettes fiscales supplémentaires effectivement collectées. Ainsi, en plus des hausses de salaires considérés précédemment, nous avons pris comme hypothèse une montée de la pression fiscale de manière

à atteindre les recettes prévues dans la Loi des Finances en 1998, et à accroître par la suite les rentrées fiscales d'un montant équivalent chaque année au double de la somme nécessaire pour assurer le relèvement des rémunérations dans le secteur public. L'extension de la pression fiscale ayant un impact sur les prix, ainsi que sur les revenus disponibles des ménages, la croissance de la consommation privée et donc du PIB est moindre, mais reste soutenue. Le solde extérieur se dégrade moins et les finances publiques s'améliorent de façon conséquente. Il faut toutefois souligner que ces résultats restent tributaires d'une relative maîtrise des prix. **A défaut, s'il s'avère difficile d'éviter une relance de l'inflation compte tenue de la hausse de la demande, une croissance moindre des salaires et de l'activité économique peut être préférable.**

**Tableau 13b**  
**Résultats de la variante hausse des salaires et de la pression fiscale**

Principaux Agrégats	Hausse salaires et pression fiscale			
	1998	1999	2000	2001
<b>PIB</b> (en volume, en points de %)	-0,6	+0,3	+1,1	+2,2
<b>Consommation privée</b> (en volume, en pts de %)	-0,9	+0,7	+2,0	+3,6
<b>Déflateur du PIB</b> (en points de %)	+0,4	+2,7	+5,9	+10,2
<b>Solde extérieur</b> (en milliards de Fmg courant)	+49,0	+24,0	-75,4	-286,9
<b>Solde public</b> (en milliards de Fmg courant)	+315,4	+693,3	+1179,9	+1497,6
<b>dépenses publiques</b> (en milliards de Fmg courant)	+0,0	+37,2	+172,2	+566,5
<b>Solde public</b> (en points de % du PIB)	+1,5	+2,9	+4,1	+4,1
<b>pression fiscale *</b> (en % du PIB)	10,3%	11,6%	12,5%	12,5%

**Source :** Prestomad, nos propres calculs. Les résultats sont présentés en écart par rapport au compte central, sauf pour la pression fiscale.

**. Variante sur les investissements privés : si la croissance des investissements n'est pas au rendez-vous...**

Dans le scénario central, une forte montée des investissements privés est prévue à partir de 1999. Nous cherchons ici à évaluer la réaction de l'économie si ce décollage ne se réalise pas. On considère donc l'hypothèse selon laquelle les investissements privés augmentent à un rythme plus lent de 8% en 1999, 10% en 2000 et 12% en 2001 (au lieu respectivement de 20%, 16% et 16% dans le compte central). La croissance du PIB serait inférieure de 0,7 points à celui anticipé en 1999, compte tenu du niveau plus faible des investissements, mais également de la consommation privée. Soulignons ici que le modèle ne prenant pas en compte les effets d'externalités des investissements, cette moindre hausse pourrait avoir des effets plus négatifs, pouvant entraîner par exemple une stagnation du niveau des investissements futurs. Par ailleurs, si la variante se solde par une moindre dégradation de la balance commerciale, en revanche le déficit public se détériore.

**Tableau 14**  
**Résultats de la variante hausse limitée des investissements privés /**  
**lissage de la hausse des investissements publics**

Principaux Agrégats	Hausse limitée invest. priv.			Lissage hausse invest. publ.		
	1999	2000	2001	1998	1999	2000
<b>PIB</b> (en volume, en points de %)	-0,7	-0,5	-0,5	-1,0	+1,5	+0,0
<b>Conso. privée</b> (en vol., en pts de %)	-0,5	-0,4	-0,4	-0,7	+1,1	+0,0
<b>Déflateur du PIB</b> (en points de %)	-0,04	-0,03	-0,04	-1,6	+2,3	+0,0
<b>Solde extérieur</b> ( milliards Fmg courant)	+71,0	+125,6	+182,7	+91,0	-45,8	-45,0
<b>Solde public</b> (en milliards Fmg courant)	-19,1	-35,0	-52,7	+129,7	-65,0	-64,0
<b>dépenses publiques</b> ( milliards Fmg cour)	-	-	-	-186,7	+93,4	+93,4
<b>Solde public</b> (en points de % du PIB)	-0,1	-0,1	-0,2	+0,6	-0,3	-0,2

**Source :** Prestomad, nos propres calculs. Les résultats sont en écart par rapport au compte central

Etant donné le risque que le secteur privé ne prenne pas le relais du public, et que la très forte montée des investissements publics prévue en 1998 ne puisse pas se réaliser, nous avons évalué parallèlement l'impact d'un lissage de ces derniers. L'hypothèse retenue suppose que la hausse des investissements publics prévue par la Loi des Finances ne se réalise qu'à 75%, le montant restant étant réparti sur l'année 1999 et 2000. La croissance du PIB serait alors de 1 point inférieur à celui obtenu dans le scénario central en 1998. Cependant, elle serait de 1,5 points supérieurs en 1999. Ainsi, cette dernière variante, sans pour autant remettre en cause la dynamique de l'économie, aurait l'avantage de pallier un éventuel retard de décollage des investissements privés, et d'éviter une aggravation du déficit public en 1998, l'effort fiscal risquant de ne pas porter rapidement ses fruits. Elle pourrait également parer à une possible surchauffe de l'économie entraînant une dérive inflationniste en 1998.

**. Variante sur la zone franche : une croissance tirée par les exportations des entreprises franches ?**

Compte tenu des avantages comparatifs que présente Madagascar en termes de coûts et de qualifications de la main-d'oeuvre, on a assisté au cours des dernières années à une croissance marquée de la zone franche. Cette dynamique risque cependant de s'essouffler si l'environnement socio-économique n'est pas favorable. Dans le scénario central, un rythme d'accroissement de l'ordre de 15% par an des exportations des entreprises franches a été envisagé à partir de 1998. On a supposé le simple maintien de la croissance estimée entre 1997 et 1998.

Dans cette variante, on retient en revanche l'hypothèse d'une croissance soutenue des exportations de la zone franche, de l'ordre de 30% par an, sauf pour 2001, où elle retomberait à 15%, la zone atteignant une taille conséquente. Ce scénario est envisageable dans un contexte de stabilité, de

restauration du climat de confiance et de forte montée des investissements. Par rapport au scénario central, on considère donc qu'une plus grande partie des investissements supplémentaires se dirige vers la zone franche (environ la moitié), et que ces derniers sont ainsi plus productifs et se répercutent directement sur le niveau des exportations. On assiste ainsi à un gain de croissance de l'ordre de 2 points de PIB. A la montée des exportations s'ajoute la hausse qui s'ensuit sur la consommation privée (de 1,2 à 1,9 points en volume).

**Tableau 16**  
**Résultats de la variante hausse des exportations de la zone franche**

Principaux Agrégats	1998	1999	2000	2001
<b>PIB</b> (en volume, en points de %)	+1,7	+2,2	+2,3	+0,6
<b>Consommation privée</b> (en volume, en pts de %)	+1,2	+1,6	+1,9	+0,7
<b>Déflateur du PIB</b> (en points de %)	+0,2	+0,2	+0,2	+0,05
<b>Exportations</b> (en volume, en points de %)	+5,0	+5,9	+5,8	+1,1
<b>Solde extérieur</b> (en milliards de Fmg courant)	+180,7	+431,2	+743,0	+867,4
<b>Solde public</b> (en milliards de Fmg courant)	+4,9	+19,5	+50,9	+66,9
<b>Solde public</b> (en points de % du PIB)	+0,0	+0,1	+0,2	+0,2

**Source :** Prestomad, nos propres calculs. Les résultats sont en écart comparé au compte central.

Malgré l'accroissement des importations suite à l'augmentation de la demande, le solde extérieur s'améliore de façon notable. Enfin, si les importations qui entrent en franchise constituent un manque à gagner pour l'Etat, les recettes fiscales découlant des activités induites par la croissance compensent ces pertes, et permettent même une légère réduction du déficit public.

## CONCLUSION

Les perspectives à l'horizon 2001 établies à partir d'un modèle de projection macro-économique Prestomad confirment la possibilité pour Madagascar de consolider le processus de relance en cours. Nos projections raisonnablement optimistes reposent toutefois sur deux éléments fondamentaux qui en conditionnent la réussite. En premier lieu, **la poursuite de la stratégie de réformes structurelles** mentionnée ci-dessus, outre les effets bénéfiques que l'on peut en attendre sur l'efficacité de l'ensemble de l'économie, est le principal gage de la fin de l'instabilité. La consolidation de la crédibilité de la politique économique, qui passe par la **constance sur le long terme des orientations choisies**, au-delà des alternances politiques, est un préalable incontournable pour que l'appel aux investisseurs, notamment étrangers, soit entendu. Par ailleurs, les réformes prévues devraient permettre une résorption progressive des déficits aussi bien au niveau des finances publiques que de la balance commerciale. Elles se révèlent essentielles dans la mesure où les déséquilibres actuels, pouvant mener à une hausse du financement monétaire

du déficit public, ou à une dépréciation du taux de change, risquent d'entraîner une dérive des prix susceptible de remettre en question la relance de l'économie.

En second lieu, **la gestion des conflits sociaux**, qui accompagneront inévitablement la croissance, deviendra un facteur clef de sa réalisation. En particulier, cette dernière dépendra largement de la maîtrise des prix, qui déjà donnent des signes inquiétants (voir encadré 7). La reprise de l'inflation pour résoudre les tensions sur la répartition des revenus ne pourrait être qu'une fuite en avant vouée à l'échec. Parallèlement, la réhabilitation de l'administration publique constitue un impératif, pour améliorer le recouvrement fiscal, afin de réduire le déficit-public, mais aussi afin de dégager les ressources nécessaires pour répondre aux revendications salariales. Une meilleure efficacité des services publics devrait en outre permettre aux entreprises privées d'accroître leur productivité, condition sine qua non d'une hausse des rémunérations.

Tout ceci montre l'étroite intrication entre transitions économique et politique. **L'adhésion de la population au processus en cours, pour éviter que les conflits de répartition des fruits de la croissance attendue ne dégénèrent**, doit passer par la mise en place d'un nouveau contrat social entre les autorités et les citoyens. Celui-ci est d'autant plus nécessaire que les perspectives, même les plus favorables, ne pourront pas être à la hauteur des espérances de la population. Il faudra faire accepter le principe que l'amélioration significative des niveaux de vie ne peut s'inscrire que sur le long terme. Dans ces conditions, la transparence, dont la lutte contre la corruption est un élément central, et l'activation des mécanismes institutionnels de concertation entre partenaires sociaux sont aux fondements de toute politique visant une croissance durable et équitable. Cette rupture radicale avec les pratiques passées illustre toute la difficulté du chemin à parcourir.

## REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Banque Mondiale [1998], « *Rapport trimestriel n°8, octobre - décembre 1997* », Antananarivo.
- RAZAFINDRAKOTO M., ROUBAUD F. [1998], « *Madagascar, terre d'accueil ? Analyse de l'Enquête Tourisme/Visa (ETV'98)* », Secrétariat Technique de l'Ajustement, Madagascar, septembre.
- RAZAFINDRAKOTO M., ROUBAUD F. [1996], « *Bilan macro-économique 1990-1996 et perspectives de l'économie malgache 1997-1998 : exercice de simulation à partir d'un modèle de court terme* », MADIO, n°9664/E, Antananarivo, décembre.
- ROUBAUD F. [1998], « *Madagascar : bilan économique et perspectives (1997-1998)* », MADIO n°9805/E, avril.
- Secrétariat Technique de l'Ajustement [1998], « *L'ajustement structurel à Madagascar* », Antananarivo.
- Secrétariat Technique de l'Ajustement [1996], « *Le Document Cadre de Politique Economique 1996-1999* », Antananarivo.